



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 18 juin 2024

CONTACTS

Christophe MORIN
Secrétaire Fédéral Télécom
F3C CFDT
06 86 40 97 64
cmorin@f3c.cfdt.fr

Laurent ZAGORAC
Secrétaire Général CGT
Télécom Paris
CGT FAPT
06 74 62 07 81
cgttelecomparis@wanadoo.fr

Salariés des Télécommunications, la CFDT et la CGT vous appellent à vous mobiliser les 30 juin et 7 juillet face à la menace qui pèse sur la démocratie.

L'extrême droite est aux portes du pouvoir.

Les résultats des élections européennes partout en Europe et surtout en France, montrent que l'extrême droite progresse fortement. La dissolution de l'Assemblée Nationale et l'organisation rapide d'élections législatives portent en elles le risque de voir revenir la menace brune.

En tant qu'organisations syndicales, la CGT et la CFDT sont sensibles à l'impact d'un tel parti, non démocratique et non républicain, sur les droits des travailleurs et des travailleuses que nous représentons. Nous ne voulons pas voir au pouvoir le parti de l'imposture sociale qui vote systématiquement contre l'augmentation du SMIC, des minimas sociaux, des petites pensions de retraite et du point d'indice, contre le rétablissement de l'ISF, contre le conditionnement des aides aux entreprises, contre la taxation des superprofits...

Nous ne voulons pas voir au pouvoir le parti de l'imposture sociale qui divise les travailleurs entre eux par ce qu'il appelle « préférence » ou « priorité nationale » au point de vouloir interdire l'élection de représentant du personnel de nationalité étrangère, et surtout qui porte des thèses racistes et sexistes en plus de défigurer la laïcité.

Nous ne pouvons pas laisser prospérer de telles idées en France et au sein des entreprises de notre branche des télécommunications.

Laisser venir au pouvoir un parti d'extrême droite c'est prendre le risque de voir les droits pour lesquels nous nous sommes battus ne plus exister et encore moins créer de nouveaux droits innovants.

Laisser venir au pouvoir un parti d'extrême droite c'est prendre le risque d'une opposition des travailleurs en fonction de leur religion, leur couleur, leur nationalité, leur genre ou leur identité de genre. La diversité est l'essence même de notre branche comme de l'ensemble du salariat.

Laisser venir au pouvoir un parti d'extrême droite c'est prendre le risque de remettre en cause le rôle des organisations syndicales. Sans organisations syndicales, quels seront les droits dans nos entreprises, et en particulier dans les TPE ?

Nous ne pouvons pas plus nous taire devant le cynisme du pouvoir en place qui, tout en se prétendant rempart au RN, vote avec lui une loi contre l'immigration comprenant une trentaine de dispositions non conformes à la Constitution. Sa « politique disruptive » constituée de violents reculs sociaux tous azimuts est directement responsable de la désespérance sociale dont l'extrême-droite se nourrit. Poursuivre sur la voie du gouvernement actuel qui mène au pouvoir de l'extrême-droite, est un risque que nous ne souhaitons pas prendre pour notre République et notre Démocratie.

Nous appelons les salariés des télécommunications à voter massivement aux élections législatives.

Notre branche a besoin de diversité de salariés pour gagner de nouveaux conquies sociaux car seul notre travail collectif produit la richesse dont se félicitent nos employeurs.